

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

Marché n°2025.29

Marché établi en application du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2018/12/3/2018-1075/jo/texte>
<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2018/11/26/2018-1074/jo/texte>

Objet du marché

FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS ACTIFS DU RÉSEAU INFORMATIQUE POUR L'UNIVERSITÉ DE LILLE

Le présent CCAP comporte 10 feuillets numérotés.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2 : FORME DU MARCHE	3
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 4: DUREE DU MARCHE	3
ARTICLE 5 : COMMANDE	4
ARTICLE 6 : LIVRAISON	4
ARTICLE 7 : VERIFICATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 8 : CONDITIONS DE LA MAINTENANCE.....	5
ARTICLE 9 : PENALITES DE RETARD	5
ARTICLE 10 : PRIX.....	6
ARTICLE 11 : EVOLUTION TECHNOLOGIQUE DES MATERIELS EN COURS DE MARCHE	7
ARTICLE 12 : GARANTIE SUR LES MATERIELS ET LES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 13 : MODE DE REGLEMENT – PAIEMENT.....	7
ARTICLE 14 : AVANCE FORFAITAIRE	9
ARTICLE 15 : RESILIATION.....	9
ARTICLE 16 : DEROGATIONS AU CCAG / TIC	9

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture d'équipements actifs de réseau informatique et des contrats de maintenance s'y rapportant pour l'université de Lille (Matériel neuf ou remanufacturé constructeur & Maintenance et support)

Le descriptif des différents matériels, équipements et services demandés figurent dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

Soucieux de maintenir un équilibre juste entre innovation et préservation des ressources et de l'environnement, l'Université de Lille a la volonté de se fournir auprès de constructeurs qui respectent l'environnement. Dans ce cadre, les candidats seront invités à proposer les produits qui leur semblent le mieux répondre à ces objectifs.

ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est passé sous la forme d'un appel d'offres ouvert selon les dispositions des articles R.2124-2, 1° et R.2161-1 à 5 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Il prendra la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, passé en application des articles R.2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, sans montant minimum et un maximum de 450 000 € HT/an

A titre informatif et non contractuel, la moyenne annuelle des dépenses de ces 3 dernières années s'élève à environ : 237 000 € HT /an

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les pièces énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (AE), ses annexes techniques et financières (BPU/DQE) ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi ;
3. Le cahier de clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG/TIC) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, consultable sur : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310689>

Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.

L'offre est rédigée en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). De même, les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

ARTICLE 4: DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an à compter de la notification faite au titulaire

Il sera ensuite reconduit tacitement pour une période de même durée. En cas de non-reconduction du titulaire, celui-ci sera informé par lettre recommandée avec accusé de réception faite au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le marché aura une durée maximale de 3 ans

Si nécessaire, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à l'article R2122- 4 du code de la commande publique (marché passé sans publicité, ni mise en concurrence) pour des livraisons complémentaires

ARTICLE 5 : COMMANDE

5-1 : Devis et bon de commande

L'accord-cadre à bons de commande sera conclu sans montant minimum et avec un maximum annuel fixé à l'article 2 du présent CCAP . Le marché s'exécute au moyen de bons de commande établis au nom de l'Université de Lille et signés par une personne habilitée. Le titulaire s'engage par ailleurs à n'accepter aucune commande téléphonique et à accepter les bons de commande établis en bonne et due forme, comportant les mentions obligatoires : n° de bon de commande, n° marché – n° lot, adresse de livraison mentionnée avec le service destinataire.

L'Université de Lille pourra commander, pendant l'exécution du présent marché, des équipements non listés aux annexes à l'acte d'engagement, le titulaire précisera le taux de remise par gamme ou par type d'équipement sur l'ensemble du catalogue du/des constructeur(s).

5-2 : Fréquence des commandes

Le rythme des commandes est fonction des besoins des services de l'Université de Lille.

ARTICLE 6 : LIVRAISON

6-1 : La livraison

Les adresses de livraison ne sont pas précisées dans le présent CCAP, elles seront indiquées sur le bon de commande de l'Université.

Les différents lieux de livraison sont situés sur la métropole lilloise (Lille, Roubaix, Tourcoing, Villeneuve d'Ascq, Loos, Ronchin) et exceptionnellement sur d'autres sites situés dans le Nord et le Pas de Calais.

6-2 : Les délais de livraison

Les délais de livraison seront **d'une durée maximale de 8 semaines**.

Le point de départ du délai de livraison est la date de réception du bon de commande par le titulaire.

En cas de retard imputable à la personne publique, la prolongation du délai d'exécution est de droit pour le titulaire.

Tout retard dû à une carence du fournisseur devra être justifié par écrit au service émetteur du bon de commande ; en l'absence de justificatif, des pénalités de retard pourront être appliquées conformément à l'article 9 du présent CCAP.

6-3 : Aménagement des locaux

Il incombe à la personne publique d'aménager à ses frais les locaux destinés à l'installation du matériel, selon les conditions d'environnement nécessaires qui lui auront été communiquées par le titulaire.

6-4 : Conditions de livraison

Les livraisons doivent être effectuées par le **titulaire impérativement aux heures d'ouverture et au(x) lieu(x) indiqué(s) sur le bon de commande**.

Les produits doivent être accompagnés d'un bon de livraison, conformément à la commande, qui indique :

- l'identification du titulaire du marché,
- la date de livraison,
- la référence au marché (n°2025.29) et à la commande,

- la quantité livrée,
- les références et désignations des produits
- le destinataire des produits.

Ce bon de livraison devra être impérativement signé par l'émetteur du bon de commande ou son représentant habilité et comporter le cachet du service qui a passé commande.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG / TIC, les risques afférents au transport et à la livraison des produits sont à la charge du titulaire jusqu'au lieu de destination. Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

6-5 : Installation

La livraison pourra comprendre une aide à l'installation et à la configuration en option sur demande de l'université

ARTICLE 7 : VERIFICATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées conformément aux articles 29 à 37 du CCAG / TIC. Les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par l'émetteur du bon de commande ou son représentant en lieu et place du Pouvoir Adjudicateur.

Les produits défectueux ou non conformes à la commande seront retournés au titulaire, aux frais de celui-ci. Le titulaire s'engage à les remplacer à ses frais dans les délais et selon les modalités de livraison prévues au marché.

L'admission des produits est définitive si aucune réserve n'a été formulée dans un délai de 10 jours ouvrés suivant la réception de la commande.

ARTICLE 8 : CONDITIONS DE LA MAINTENANCE

Les conditions de la maintenance respectent les dispositions des articles 38 à 42 du CCAG/TIC. La maintenance comprend les interventions demandées par le pouvoir adjudicateur en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché (maintenance curative), ainsi que l'entretien préventif.

Maintenance curative : Le temps garanti de rétablissement indiqué en annexe 2 de l'acte d'engagement, en cas de fonctionnement défectueux, doit être respecté sous peine de l'application des pénalités de retard de l'article 9 du présent CCAP.

Temps garanti de rétablissement (GTR) pour la maintenance :

Le temps garanti de rétablissement est précisé dans **l'annexe 2** de l'acte d'engagement relative aux contrats de maintenance.

Conformément à l'article 6 du CCTP détaillant les modalités de la maintenance, le délai de rétablissement pour la maintenance sur site devra respecter le délai en heures ouvrées selon le contrat GTR.

ARTICLE 9 : PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, si les délais contractuels indiqués à l'article 6 du présent CCAP et dans les annexes sont dépassés, le titulaire encourt, **sans mise en demeure préalable**, des pénalités calculées de la manière suivante :

Pénalités de retard de livraison du matériel :

$$P = V \times R / 100$$

dans laquelle : P est le montant des pénalités

V est la valeur HT des prestations en retard
R est le nombre de jours de retard
(le calcul des pénalités est propre à la commande concernée)

Pénalités de retard pour dépassement du délai de rétablissement :

$$P = V \times R / 40$$

dans laquelle : P est le montant des pénalités

V est la valeur HT des prestations en retard

R est le nombre d'heures de retard

(le calcul des pénalités est propre à la maintenance annuelle commandée de l'équipement concerné)

Pénalités de retard pour non fourniture des comptes d'accès client à l'espace du (ou des) constructeur(s) permettant le téléchargement des logiciels (firmwares) des équipements sous maintenance :

$$P = V \times R$$

dans laquelle : P est le montant des pénalités

$$V = 500 \text{ €}$$

R est le nombre de mois de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC, les pénalités s'appliqueront de plein droit, quel que soit le montant

ARTICLE 10 : PRIX

10.1. - Modalités d'établissement des prix

Le prix du marché est le montant indiqué dans les annexes à l'acte d'engagement, en euros (€) : il comprend l'achat et la livraison.

Le prix d'achat sera exprimé **en euros** montant hors taxes et toutes taxes comprises dans les annexes à l'acte d'engagement.

Ce prix inclura la totalité des frais de déplacement et de main d'œuvre.

Le marché est traité à prix unitaires à partir du tarif public du titulaire en vigueur à la date de remise des offres, auxquels est appliquée la remise éventuelle prévue dans l'annexe financière.

Le titulaire fera bénéficier à l'université des prix des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des conditions du marché. Il s'engage à informer l'université de ces offres promotionnelles.

10-2 : Modalités d'actualisation des prix

Les prix seront fermes la première année du marché.

Les prix sont ajustables à chaque date anniversaire du marché en fonction de l'évolution du tarif public initial édité par le titulaire.

Chaque nouveau tarif public, accepté par le Pouvoir Adjudicateur, sera considéré comme tarif contractuel de référence dans le cadre de l'exécution du marché sans que ne soit remis en cause le montant de la remise accordée sur les bordereaux de prix joints en annexe à l'acte d'engagement. **L'ajustement se fait à la baisse comme à la hausse.**

Le titulaire devra notamment dans sa proposition d'actualisation des prix, **indiquer le taux de conversion €/ \$** utilisé, si son prix public est en \$, conformément aux articles 4 et 5 du règlement CE n° 1103-97 du 17 juillet 1997 et pour l'année complète. L'actualisation se fera une fois par an

Le titulaire adressera au pouvoir adjudicateur par écrit (LRAR) ou mail sa proposition d'ajustement **motivée** et son nouveau bordereau de prix, 2 mois avant la date d'anniversaire du marché. Le pouvoir adjudicateur devra notifier sa

décision au titulaire dans un délai d'un mois à compter de la réception dudit bordereau de prix. Passé ce délai, la décision d'acceptation de ce nouveau tarif est réputée acquise.

10-3 : Clause de sauvegarde

L'Université de Lille se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent marché si l'augmentation moyenne des prix sur l'ensemble de l'année sur chacun des produits utilisés est supérieure à 3% du prix retenu lors de la notification.

Compte tenu du contexte économique mondial actuel, le titulaire devra justifier toute hausse qui serait supérieure à la clause de sauvegarde mentionnée ci-dessus

10-4 : Frais de transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port.

ARTICLE 11 : EVOLUTION TECHNOLOGIQUE DES MATERIELS EN COURS DE MARCHE

Le but de cet article est de suivre au fur et à mesure de l'exécution du marché, l'évolution technologique des matériels pendant toute la durée d'exécution du marché, reconductions comprises.

Ainsi, le titulaire devra proposer au pouvoir adjudicateur, des matériels répondant aux dernières évolutions technologiques et garantissant des performances au moins équivalentes à celles définies dans le CCTP initial, à conditions, que les besoins initialement exprimés ne soient pas modifiés, et que le prix soient similaires à ceux figurant au contrat initial. Cette clause s'applique aux matériels inclus au bordereau des prix et à ceux du catalogue du titulaire.

En outre, en cas de changement sur ses matériels ou dans sa gamme de matériels, objets du marché, le titulaire est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur, par écrit et dans le respect d'un préavis d'un mois, de la nature et de l'importance de ces changements. Cette information doit être accompagnée des données techniques liées à ces changements et des prix correspondants.

Il est précisé que les équipements du marché proposés, faisant l'objet d'évolutions technologiques, doivent être compatibles avec les installations existantes.

ARTICLE 12 : GARANTIE SUR LES MATERIELS ET LES PRESTATIONS

Il ne peut être proposé au titre du marché, que des matériels couverts par la garantie complète du constructeur dans tous les centres de maintenance agréés. Le titulaire peut appliquer la garantie, soit par un réseau national d'agences soit un réseau national de partenaires agissant en son nom et en totale transparence.

Les matériels et prestations du marché doivent dans tous les cas, faire l'objet d'une garantie d'une durée minimale d'un an, conformément à l'article 36 du CCAG-TIC.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception de la fourniture ou de la prestation.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, à l'exception du cas où cette défectuosité est imputable au pouvoir adjudicateur. Cette garantie couvre également tous les frais annexes (frais de déplacement, transport, emballage, conditionnement) nécessités par la remise en l'état ou le remplacement.

ARTICLE 13 : MODE DE REGLEMENT – PAIEMENT

13.1 - Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations.

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant au montant spécifié dans la notification du présent marché et dans les annexes financières

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmission des factures électroniques s'applique aux contrats publics

La facture, libellée "Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail **CHORUS PRO (SIRET : 130 029 754 00012 et Siren : 130 029 754, pas de code service)**

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation, le contact est l'agence comptable : facturier-ulille@univ-lille.fr

Le Décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique précise en son article R.2392-3 que l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission

La facture doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- le numéro de marché « n°2025.29 »,
- le n° de bon de commande (commençant par 45...)
- la date de facturation
- les nom, adresse et raison sociale du titulaire,
- les noms et adresse du destinataire,
- la date de livraison,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé sur l'ATTR11,
- la désignation en clair des matériels concernés et les quantités livrées, de la prestation (maintenance, périodes, ...)
- le prix hors taxes (HT), en euros
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix toutes taxes comprises (TTC), en euros

Sans l'intégralité des informations mentionnées ci-dessus, l'Agence comptable sera dans l'obligation de retourner les factures.

13.2 - Les sommes dues, autres que celles visées à l'article 10 sont payées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture par le service facturier après admission des matériels.

Le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. De plus, conformément à la loi du 28/01/2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'ajoute automatiquement, en cas de retard de paiement, aux intérêts moratoires dus au créancier.

13.3 - Le règlement est effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

13.4 - L'ordonnateur de la dépense est Monsieur le Président de l'Université de Lille.

13.5 - Le comptable assignataire de la dépense est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille, Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex.

13.6 – Nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie

réglementaire du code de la commande publique Le pouvoir adjudicateur délivre, sans frais, au titulaire qui en fait la demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

La personne habilitée à fournir des renseignements est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille (Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex).

13.7 – Cautionnement

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

ARTICLE 14 : AVANCE FORFAITAIRE

Le régime des avances s'appliquera conformément aux articles R. 2191-3 et R. 2391-1 du code de la commande publique

ARTICLE 15 : RESILIATION

La résiliation éventuelle s'exécutera selon les clauses figurants au chapitre 8 du CCAG/TIC

En cas de résiliation aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit également de faire exécuter par un tiers, aux frais et risques du titulaire, les prestations qui ne peuvent souffrir aucun retard conformément à l'article 54 du CCAG/TIC.

ARTICLE 16 : DEROGATIONS AU CCAG / TIC

Il est dérogé aux articles 21 et 14 du CCAG/TIC par les articles 6.4 et 9 du présent CCAP.

Articles du CCAP	Dérogations au CCAG/TIC
6.4	21
9	14

Fait en un seul exemplaire original

A....., le

A Lille, le

Le Représentant dûment désigné de la société
(Signature et cachet commercial)

Le Pouvoir Adjudicateur